

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Vox dei?

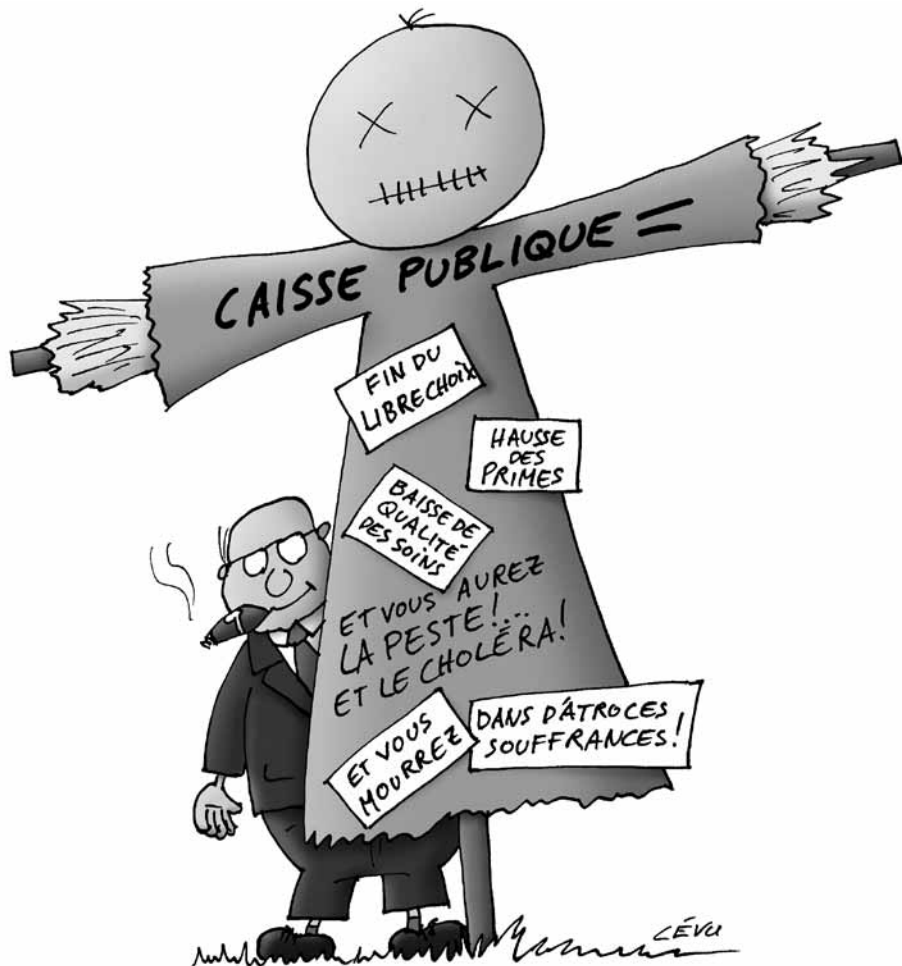
Le vote du 9 février n'en finit pas d'avoir des conséquences. Christoph Blocher lançait en juin son nouveau mouvement anti-européen, au moment même où le Conseil fédéral divulguait son plan visant la mise en œuvre de l'initiative de l'UDC. Comme on sait, le gouvernement prévoit une application «stricte» des demandes des initiant·e·s, au risque de se fâcher avec une partie du patronat et avec Bruxelles.

Ces conséquences sont cependant plus larges, car elles touchent les droits populaires eux-mêmes. En juin toujours, des indiscretions nous apprenaient l'existence d'un groupe de travail plus ou moins obscur de la Chancellerie fédérale destiné à limiter les droits populaires, emboîtant le pas aux éditorialistes de tout poil qui claironnent depuis des années que, décidément, trop de démocratie tue la démocratie.

En une quinzaine d'années, l'UDC aura donc réussi l'exploit de durcir les politiques d'asile et d'immigration tout en permettant aux élu·e·s de droite d'en rejeter la responsabilité sur un «peuple» dépeint comme raciste et incompetent, et de faire passer la démocratie directe pour un outil réactionnaire, arme privilégiée de la droite nationaliste et menace contre tout progrès social.

Dans ces conditions, il devient chaque jour plus crucial de rappeler l'importance de la démocratie directe pour toute la gauche: syndicale, associative et parlementaire. Et c'est bien cette dernière qui aura à pâtir des limitations dans l'exercice de la démocratie directe dont on parle de manière intermittente.

Réd.



Caisse publique, deuxième tour

On vote le 28 septembre, mais la droite nous sort déjà le grand jeu en matière d'études et de calculs bidonnés, d'interprétations malveillantes du texte d'initiative et de catastrophisme délirant. Contre un patriotisme mal placé qui s'y ajoute encore, nos articles reviennent sur le projet, et sur ses opposant·e·s.

Lire en pages 4 – 6

■ Parti Socialiste Suisse

Avec un nombre de membres en déclin, le PSS risque de se transformer en «parti-cartel».

Page 3

■ Allemagne

La politique de baisse d'impôt des quinze dernières années entraîne le pays dans un cercle vicieux.

Page 10

■ Lectures et films socialistes

Dans ce numéro d'été, (re)découvrez des livres et des films socialistes, classiques ou moins connus.

Pages 12 – 19

CENTENAIRE DE LA GRANDE GUERRE

Un cri internationaliste

Du 5 au 9 septembre 1915 se tint, dans le petit village de Zimmerwald, tout près de Berne, la première conférence internationale des socialistes opposés à la guerre. Critiquant la politique des partis socio-démocrates européens et appelant à lutter contre le conflit, elle est convoquée par Robert Grimm, l'un des dirigeants du Parti socialiste suisse et un acteur déterminant de la grève générale de 1918. Cette conférence rassembla de nombreuses personnalités du mouvement ouvrier international. Ni le SPD allemand, ni la SFIO française n'y étaient officiellement représentés, du fait de la position qu'ils avaient adoptée concernant l'entrée en guerre. À l'inverse, les partis italien, russe, polonais, roumain, bulgare, suédois, norvégien, hollandais et suisse y envoyaient des délégations officielles.

Les participant·e·s y adoptèrent un manifeste soulignant le caractère impérialiste de la guerre, condamnant les représentant·e·s de la social-démocratie qui avaient voté, notamment en France et en Allemagne, les crédits de guerre, et rappelant les positions internationalistes que la II^e Internationale avait été incapable d'imposer dans ses rangs au moment du déclenchement de la guerre. Le texte se concluait donc très logiquement, comme un autre Manifeste bien plus connu paru presque 80 ans plus tôt, par une phrase qui devait résonner étrangement en ces temps de massacre quotidien sur tous les fronts européens:

«Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!».

Lors de cette conférence, deux courants distincts se firent face pour la première fois. Pour la majorité, ce rassemblement devait d'abord servir à la coordination de toutes les socialistes opposé·e·s à la guerre, quelle que soit par ailleurs la position officielle de leur parti national. Pour une minorité, rassemblée autour de Lénine, Zimmerwald devait devenir le noyau d'une nouvelle Internationale, bâtie sur une base explicitement révolutionnaire et visant au renversement de l'économie capitaliste.

Au niveau organisationnel, la conférence de Zimmerwald décida de la création d'une «conférence socialiste internationale», chargée de fédérer le mouvement contre la guerre, et dont le siège fut établi à Berne, Grimm en devenant le secrétaire général. Elle organisa une seconde conférence l'année suivante, cette fois-ci à Kiental (toujours dans le canton de Berne). Les différends entre les deux courants déjà présents en 1915, ainsi que les difficultés de communication et de transport au milieu d'une Europe en guerre rendirent la poursuite du mouvement impossible. Une troisième conférence, organisée à Stockholm (où le secrétariat avait déménagé) en 1917, se déroula dans la confidentialité et l'indifférence à peu près générale. Deux mois plus tard, les Bolchéviques prenaient le pouvoir en Russie, transformant complètement et durablement les rapports

au sein du mouvement ouvrier international.

Si les effets concrets des conférences de Zimmerwald et Kiental dans le déroulement de la Première Guerre mondiale sont presque insignifiants, ces deux noms resteront toujours associés à la tentative d'une partie du mouvement socialiste – peut-être désespérée, mais qu'importe – de refuser la politique nationaliste, convaincue qu'elle était que les prolétaires n'ont pas à défendre la patrie de celles et ceux qui les exploitent.

Antoine Chollet

Sommaire du numéro

- Zimmerwald: un cri internationaliste 2
- PSS: une silencieuse asphyxie 3

DOSSIER CAISSE PUBLIQUE

- Il faut une caisse maladie publique 4
- Des parlementaires sous influence 5
- Pour la libre exploitation des assuré·e·s 6

- Entretien avec Frédéric Deshusses 7
- France: une dette publique illégitime 8
- La destruction du modèle suédois 9
- Un aperçu de la politique fiscale allemande 10
- Afrique: rétro-développement 11

LECTURES ET FILMS D'ÉTÉ

- Bakounine, *Dieu et l'État* 12
- Paul Lafargue, *Le droit à la paresse* 12
- Max Weber, *La bourse* 13
- Jean Malaquais, *Les Javanais* 13
- Panaït Istrati, *Les chardons du Baragan* 14
- Georg Lukács, *Histoire et conscience de classe* 14
- Leonardo Padura, *L'homme qui aimait les chiens* 15
- Edgar Hilsenrath, *Orgasme à Moscou* 15
- Jorge Semprún, *Autobiographie de Federico Sánchez* 16
- Aimé Césaire, *Et les chiens se taisaient* 16
- Max Frisch, *Monsieur Bonhomme et les incendiaires* 17
- Annie Ernaux, *Regarde les lumières mon amour* 17
- Shakespeare, *Coriolan* 18
- Delépine et Kervern, *Louise-Michel* 18
- Les groupes Medvedkine 19
- Ken Loach, *The Navigators* 19
- Compte-rendu de l'AG de Pages de gauche 20

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.–
Abonnement de soutien: Fr. 130.–
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuse·s·eurs): Fr. 39.–

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Thierry Bornand (TB), Antoine Chollet (AC), Romain Felli (RF), Mathieu Gasparini (MG), Émilie Martini (EM), Stéphanie Pache (SP), Myriam Scherly (MS), Sébastien Schnyder (SS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:

Cora Antonioli, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Raymond Durous, Dan Gallin, Anne Holenweg, André, Line Rouyet, Alberto Velasco, Pierre Zwahlen

Secrétariat de rédaction, mise en page:
Gabriel Sidler

Webmasters:

Mathieu Gasparini et Sébastien Schnyder

Illustrations:

Christian Vullioud (Cévu)

Maquette:

Marc Dubois, Lausanne

Relecture:

Cora Antonioli et Eric Peytremann

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

PARTI SOCIALISTE SUISSE

Une silencieuse asphyxie

À l'occasion de son Congrès 2014, le PSS publie les statistiques de ses membres. Ces chiffres sont intéressants et inquiétants. En 2014, le PSS compte 30'034 membres. En comparant avec le sommet atteint en 1995 (39'010 membres), on constate un déclin de près de 25%. Le PS perd à peu près un point de pourcent de membre par an. Ceci alors même que la population augmente. Jamais depuis un siècle le nombre de membres du PS n'aura été aussi faible au sein de la population en Suisse (moins de 0,4% de la population est membre du PS).

BAISSE SUR LE PLATEAU, CROISSANCE EN VILLE

Au niveau de la répartition géographique, ces deux dernières décennies, on doit relever que les déclinés les plus importants sont ceux des sections cantonales qui recouvrent largement le plateau (dés)industrialisé composé de petites villes et de zones périurbaines, sur lequel nous voyons les thèses de l'UDC gagner du terrain à chaque votation (1992-2014: -28% en Argovie; -40% à Berne; -30% à Soleure). À l'inverse, des sections cantonales avec un fort ancrage urbain enrayment le déclin (Zurich: -15%) voire restent stable (Vaud) ou progressent (Fribourg: +25%; Genève +25%), notamment dans les cantons romands. Néanmoins, ne nous leurrons pas. À part Berne, Vaud, Zurich et Argovie,

aucune section cantonale ne dépasse 2000 membres! Bâle-Ville n'en compte que 764 et Genève 962.

GRAVES CONSÉQUENCES

Ce déclin du nombre de membres a de nombreuses conséquences pour quiconque défend une conception démocratique du parti. La première est budgétaire. Les cotisations des membres constituant la principale ressource du parti socialiste (qui, contrairement aux partis bourgeois, refuse les dons des entreprises privées), leur baisse a un impact structurel sur les moyens à disposition du parti. Inversement, cela rend proportionnellement plus importantes les contributions des élu·e·s au financement du parti. En conséquence, l'appareil du parti aura naturellement tendance à soutenir la participation aux gouvernements, indépendamment de l'opportunité politique d'une telle participation. Deuxièmement, cela signifie que la capacité de mobilisation du parti est elle aussi relativement affaiblie (même s'il faut nuancer cette affirmation car il se pourrait que les membres «perdu·e·s» aient été moins actifs·ifs que les nouveaux et nouvelles adhérent·e·s). Troisièmement, cette baisse renforce la tendance du PSS à être un «parti cartel», autrement dit à être d'abord un parti d'élue·s (communaux, cantonaux, nationaux) et de leur clientèle (conseiller·e·s, membres de l'administration, etc.), plutôt qu'un parti de militant·e·s (voir encadré). En conséquence, l'élaboration de projets politiques, d'un programme alternatif, ainsi que la formation politique des membres tendent à disparaître derrière les campagnes et la «communication» qui est faite en direction des non-membres.

COMME EN EUROPE

Si nous plaçons ce déclin dans le contexte européen, nous devons constater que le PSS n'a jamais été un parti de masse, contrairement à d'autres partis

socialistes ou sociaux-démocrates européens. Pour prendre un cas frappant, le parti socialiste autrichien (un pays à la population à peu près équivalente à celle de la Suisse) comptait près de 700'000 membres dans les années 1960-1970, à une époque où le PSS en comptait 40-50'000 au maximum, soit près de quinze fois moins. Aujourd'hui le SPÖ compte près de 300'000 membres. Quelle que soit leur histoire et leurs spécificités, tous les partis socialistes continuent à perdre massivement des membres en Europe.

Quelles sont les causes de ce déclin et à quelles conditions celui-ci pourrait-il être inversé? Nous ouvrirons le débat dans les numéros à venir.

Romain Felli

Le parti-cartel

Le politologue Peter Mair, dans un important ouvrage, examine le déclin de la participation politique en Europe depuis les années 1980. Il montre une baisse régulière de la participation aux élections, une plus grande volatilité de l'électorat (les électrices·eurs sont moins fidèles à un parti qu'avant), une baisse importante du nombre de membres.

Par exemple, la Suisse se situe dans la moyenne européenne en ayant perdu (tous partis confondus) près de 40% de membres de partis sur la période 1980-2010 (Royaume-Uni: -66%; France: -56%; Autriche: -28%; Allemagne -27%)

Ce déclin majeur de la démocratie en Europe doit être attribué aux stratégies des élites politiques qui, depuis une trentaine d'années font converger les politiques qu'ils mènent vers le néolibéralisme. La différence entre droite et gauche est de moins en moins visible, ce qui n'incite pas à la mobilisation et à la participation populaire.

Surtout, d'après Mair, les partis européens (notamment socialistes) seraient devenus des «parti-cartels», c'est à dire des partis qui ne chercheraient plus à transmettre auprès de l'État les besoins et les désirs de la population. Au contraire, les partis installés dans les institutions seraient devenus dépendants des ressources de l'État pour subsister et seraient en conséquence essentiellement des courroies de transmission de l'État vers la société civile. En d'autres mots les partis seraient devenus de simples organes de l'État. RF

À lire: Peter Mair, *Ruling the Void. The Hollowing of Western Democracy*, Londres, Verso, 2014.



DOSSIER CAISSE PUBLIQUE

Il faut une caisse maladie publique

L'initiative pour une caisse-maladie publique soumise en votation le 28 septembre prochain demande que l'assurance-maladie soit à l'avenir gérée par un organisme de droit public. Celui-ci crée des agences cantonales chargées notamment de la fixation des primes, de leur encaissement et du paiement des prestations. Les primes sont fixées par canton et calculées sur la base des coûts de l'assurance-maladie.

UN CHANGEMENT DE STRUCTURE

Le but de l'initiative est donc de passer d'un système de concurrence au sein d'un cartel de caisses-maladie privées à un système d'organisme public comme l'AVS. Le texte de l'initiative laisse clairement entendre que le modèle est celui des caisses cantonales de compensation AVS chargées de prélever les cotisations et de payer les prestations. L'initiative ne vise pas à modifier le mode de calcul des primes, mais la gestion du système. Ainsi, les organes de la caisse publique doivent être composés de représentant-e-s de l'État, des assuré-e-s et des fournisseurs de prestations. Une gestion assurant une meilleure représentativité des actrices-eurs concernés par la santé et transparente ne sera pas le moindre des bénéfices

attendus du système public, surtout lorsque l'on connaît l'opacité du cartel qui gère aujourd'hui l'assurance-maladie.

Il s'agit avant toutes choses de mettre un terme à la sélection des risques à laquelle se livrent actuellement les caisses. Vu que le catalogue des prestations est fixé par l'État – et qu'il le sera d'ailleurs toujours à l'avenir – le seul levier sur lequel les caisses peuvent actuellement jouer est celui du profil des assuré-e-s, qui seront de préférence jeunes et en bonne santé (car très rentables). Il s'agit d'une dérive majeure du système de pseudo-concurrence, qui va à l'encontre du principe de solidarité et qu'une caisse publique ne connaîtra bien entendu pas.

Ensuite, l'initiative entend faire diminuer significativement les dépenses de marketing et de publicité qui contribuent aujourd'hui à la hausse des coûts de la santé, sans effet sur la qualité des soins. Au-delà de cela, l'un des objectifs de la caisse publique est d'améliorer la prise en charge des patient-e-s. Actuellement, avec la sélection des risques, les caisses privées n'ont en réalité aucun intérêt à proposer des solutions qui facilitent la vie aux patient-e-s atteint-e-s de maladies chroniques lourdes (il s'agit de «mauvais risques»), situation absurde à laquelle la

caisse publique permettra de remédier.

QUELS EFFETS POUR QUELS COÛTS?

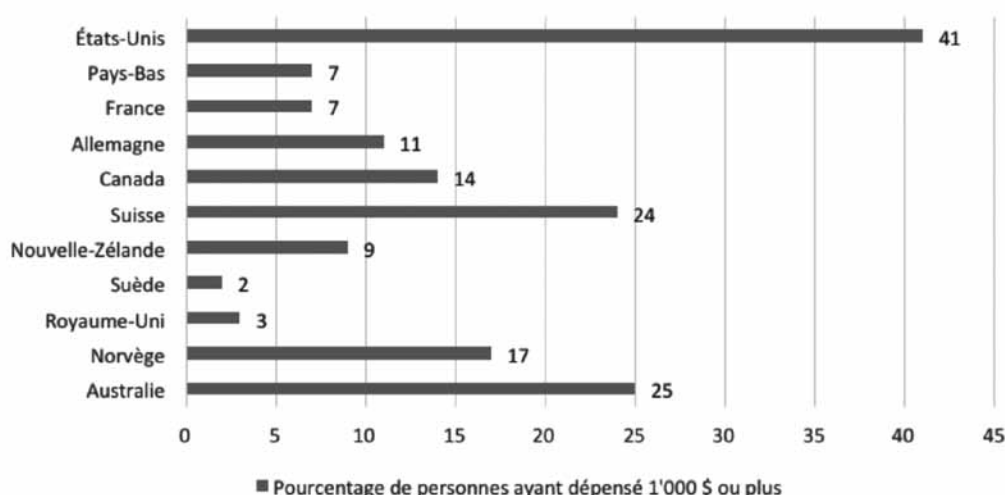
Les résultats d'une étude internationale menée en 2013 par le Commonwealth Fund livrent quelques renseignements significatifs sur l'efficacité du système de santé suisse en comparaison internationale et plaident pour un modèle d'assurance publique. Ainsi, on constate tout d'abord que la Suisse, qui consacre 11% de son PIB aux dépenses de santé en 2011, a des résultats très proches de la France (11,6%) ou de l'Allemagne (11,3%), ce qui démontre que le système suisse n'est pas plus économique que celui de nos voisins. La palme de l'inefficacité revient aux États-Unis, qui consacrent plus de 17% de leur PIB aux frais de santé.

Une étude de l'OMS datant de l'an 2000 tentait de comparer les systèmes de santé. Il en ressortait que la France était le pays doté du meilleur système de santé au monde, selon un modèle tenant compte à la fois de l'efficacité en termes de coûts, des objectifs de santé publique (espérance de vie, mortalité infantile, etc.) et de l'équité de la contribution financière, alors que les États-Unis n'occupaient que le 37^e rang. La Suisse était classée vingtième, avec des résultats assez mauvais en termes d'effets du système sur le niveau de santé (26^e rang).

D'autres études, plus récentes, dont une étude de Bloomberg (qui ne pondère que l'espérance de vie et les dépenses en fonction du PIB), classent le système suisse au 9^e rang mondial, devant le Royaume-Uni (14^e) et la France (19^e), mais derrière l'Espagne (5^e) et l'Italie (6^e).

Il est également intéressant de relever que la part des dépenses *out-of-pocket* (frais payés directement par les patient-e-s) sont particulièrement élevés en Suisse (24% des patient-e-s dépensent plus de 1'000 dollars par an (environ 895 frs) en plus des primes d'assurance-maladie; il s'agit essentiellement des

Coûts payés *out-of-pocket*, 2013



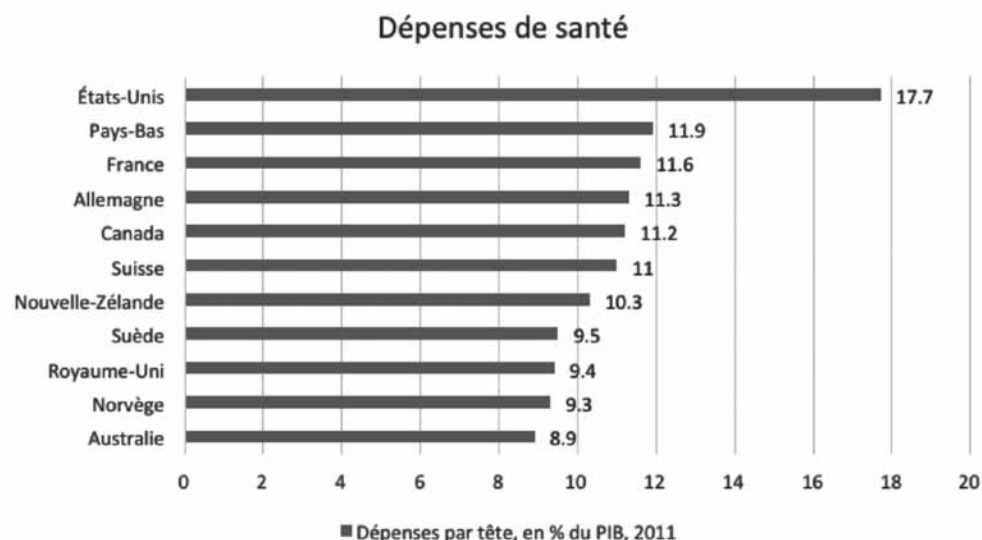
Source:

Commonwealth Fund, enquête internationale 2013, sur la base des adultes âgés de 18 ans et plus.

franchises et de la participation aux frais); là encore, la palme revient aux États-Unis, tandis que la France, par exemple, a des taux nettement plus bas (7%).

RATIONALISATION

Ainsi, le modèle suisse est peu solidaire en faisant supporter aux patient-e-s directement une large part des dépenses de santé, contrairement à des modèles beaucoup plus publics. Ses résultats en termes de santé publique ne se distinguent pas des autres pays européens, voire sont moins bons que ceux de nos voisins directs. Les États-Unis, champions du libéralisme dans les soins, se distinguent de leur côté par un système extrêmement cher pour des résultats médiocres, notamment une espérance de vie nettement inférieure aux pays d'Europe occidentale.



Source:

Commonwealth Fund, enquête internationale 2013, sur la base des adultes âgés de 18 ans et plus.

Si l'initiative pour une caisse publique ne vise pas directement à modifier le système de fixation des primes, le passage à une gestion publique, outre le fait qu'elle sera plus rationnelle et donc nécessairement moins onéreuse, sera une sortie utile

d'un modèle basé sur la concurrence dont l'inefficacité est démontrée, année après année, par toutes les études internationales menées sur le sujet.

Arnaud Thiéry

DOSSIER CAISSE PUBLIQUE

Des parlementaires sous influence

Les caisses maladies privées suisses ont depuis longtemps compris l'intérêt qu'elles avaient d'envoyer les leurs à Berne. À tel point qu'en 2008, la socialiste Jacqueline Fehr avait lancé une initiative parlementaire pour la «Séparation claire des intérêts dans l'assurance maladie obligatoire». Sur la base de l'idée que «les activités des caisses maladies dans le domaine de l'assurance de base correspondent à des tâches administratives externalisées», elle demandait que les personnes siégeant dans des organes de direction ou dans des faîtières de caisses maladies ne puissent pas être membres de l'Assemblée fédérale. Cette initiative a été refusée depuis. Seule une initiative fédérale permet de contourner le contrôle de l'Assemblée par les caisses maladies.

Santésuisse, l'association faîtière de la branche de l'assurance-maladie a toujours eu

un-e parlementaire à sa tête. En 2011, le Conseiller aux États UDC Christoffel Brändli succédait à l'ancien Conseiller national libéral vaudois Claude Ruey, élu en 2008 à la place de... Christoffel Brändli alors atteint par la limite d'âge statutaire.

«GROUPES DE RÉFLEXION»

Quand Claude Ruey était président, il était également opportunément membre de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national. Cette commission, tant au National qu'aux États, est remplie de délégué-e-s des Caisses maladies privées. Par exemple aux États, sur les 13 membres, 5 dont le vice-président PDC Urs Schwaller ont des liens directs et ouverts avec les caisses maladies.

Ces liens directs, sur la base lacunaire du registre des intérêts du Parlement, sont la présence dans le conseil d'ad-

ministration d'une caisse (Felix Gutzwiler, Roland Eberle, Jean-René Germanier, Lucrezia Meier-Schatz, etc.) et/ou l'appartenance à un groupe de réflexion. Pour cette dernière catégorie, on distingue le «Groupe de réflexion santé» du Groupe Mutuel et le «forum santé pour tous», pour qui le «système de santé suisse a besoin de plus de liberté». Parmi ses membres, on compte une quarantaine de parlementaires ou d'ex-parlementaires bourgeois-e-s. Les honoraires pour le «Groupe de réflexion santé» seraient d'environ 10'000 francs par séance (hebdomadaire *Facts* du 26 mai 2005).

Comme mesure de santé publique, dans la campagne pour une caisse publique, il s'agira, à chaque fois qu'un-e parlementaire bourgeois-e s'exprimera, de se demander quels intérêts il-elle défend et pour qui il-elle parle.

Mathieu Gasparini

DOSSIER CAISSE PUBLIQUE

Pour la libre exploitation des assuré·e·s

En fixant la date de la votation sur la caisse publique au 28 septembre, rendant la campagne très courte, la droite s'est garantie un impact maximal de son pouvoir financier, tout en ayant l'opportunité d'augmenter les primes 2015 sans vergogne ensuite. Cependant, en se penchant sur les arguments d'«alliance santé», le comité des opposant·e·s, il est permis de rêver un peu, tant ceux-ci paraissent de mauvaise foi et dépourvus de logique. Et il faut donc absolument que la gauche parvienne à faire comprendre que le «libre choix» que défend la droite est celui des caisses et des cliniques privées, non celui des patient·e·s.

CATASTROPHISME

«Alliance santé» agite ainsi cinq épouvantails. Premièrement, prenons garde à la «ban-

queroute» du système, qui serait due à la fois aux coûts engendrés par la réforme et à la hausse des primes pour les familles (!). La seconde catastrophe annoncée serait la baisse de qualité des prestations de santé. Aucun argument ne démontrant en quoi la caisse publique ferait baisser la qualité n'est cependant avancé: la glorification à outrance de notre système sous-entendrait que le moindre changement y nuirait. La droite nous rejoue le même coup que sur le salaire minimum, se prétendant très satisfaite de la situation et vantant la solidarité du système grâce aux subsides pour l'assurance-maladie. Pour y croire, on attendra qu'elle retire toutes ses motions pour diminuer les prestations de la LAMal, augmenter la participation individuelle, et autres vœux pouvant

difficilement passer pour de la solidarité et une grande satisfaction envers le système.

LIBRE PROFIT

Cela nous amène ainsi aux derniers épouvantails brandis: le rationnement des soins, la fin du libre choix du médecin et du modèle d'assurance, et ce qui est appelé «uniformisation des soins médicaux», mais qui porte en fait sur les modalités d'assurance et non de soins. Il est heureusement peu probable que vanter la «qualité du service» leur donne beaucoup de voix auprès des assuré·e·s qui ont eu un jour à faire avec une caisse. Selon «alliance santé», la caisse publique produirait en fait les effets que la droite défend au Parlement en matière de prestations et d'organisation des soins: exclusion de prestations (médecines alternatives, lunettes, soins dentaires, etc.); suppression de l'obligation de contracter auprès de tous les prestataires de soins pour les assurances; réseaux de soins obligatoires; etc. Si la droite est contre la caisse unique et publique, ce n'est donc pas pour les raisons qu'elle invoque (et que la gauche devrait lui retourner au Parlement), ce qui va brouiller la campagne. L'objectif réel des opposant·e·s, celui qui doit être dénoncé, c'est le profit, privé bien sûr. Car ce qui inquiète la droite, ce n'est en réalité pas le manque d'efficacité de la caisse publique, mais bien que le gain d'efficacité et de rendement ne profite pas à des entreprises privées. De ce point de vue, et sans compter que ses représentant·e·s sont probablement tou·te·s assuré·e·s en privé, on peut affirmer que de la qualité de notre système de santé et son accessibilité, la droite n'en a cure.

Stéphanie Pache



ENTRETIEN

«Des grèves qui portent le conflit de travail hors du lieu de travail»

Dans un contexte de restructuration de l'économie et de crise de la représentation politique, la Suisse des années 1970 a vu fleurir de nombreuses grèves sauvages. Battant en brèche la vision enchantée d'un pays auquel la bienfaisante paix du travail aurait épargné tout conflit, l'historien Frédéric Deshusses leur a consacré un ouvrage récemment paru. Rencontre.

Sur la base de nombreux documents d'archives peu explorés, tu défends l'idée que la Suisse a vu se développer dans les années 1970 un «cycle de grèves» relativement cohérent: quels sont les différents éléments qui le caractérisent?

Cette notion de cycle est apparue au cours du travail sur les archives. Je connaissais les grèves dans la métallurgie genevoise du début des années 1970 et les grèves ultérieures à Dubied, Matisa, etc., mais je les envisageais comme des conflits isolés dont le seul rapport était la proximité chronologique. On peut parler d'un cycle parce que toutes ces grèves ont en commun de porter le conflit de travail hors du lieu de travail. Cela se fait physiquement: manifestations en ville, soirées de popularisation, selon le terme de l'époque; mais aussi au niveau des thèmes qui sont mis en avant: rapports Suisses-

immigré-e-s, rapports hommes-femmes, sens de l'activité salariée, etc. Si ce débordement hors du lieu de travail est possible, c'est parce que se mettent en place, dans la même période, des structures qui relaient les conflits et les mettent en relations. Ces structures sont des groupes de base, c'est-à-dire des groupes de travailleuses-eurs d'une branche; des groupes que j'appelle para-syndicaux comme le Comité d'action syndicale ou encore des groupes politiques dissidents du Parti du Travail ou issus des mouvements étudiants de 1968-1969. C'est, selon moi, la rencontre entre ces groupes et les grévistes qui donne à cet ensemble de conflit un caractère de cycle. La fin du cycle est d'ailleurs liée à la disparition ou à l'étiollement de ces groupes relais.

Quel rôle ont joué les syndicats dans ces conflits ?

Dans un premier temps, les syndicats dominants (FOBB et FTMH) n'ont pas compris l'enjeu de ces grèves qui s'ouvraient vers l'extérieur des usines et des chantiers. Ils se sont sentis attaqués et le discours des groupes gauchistes confirmait qu'ils l'étaient. Dans la plupart des cas, comme les grèves se déclenchaient en dehors du cadre conventionnel, les syndicats refusaient de les sou-

tenir voire œuvraient à la reprise du travail. À partir de la grève dans la fabrique de pianos Burger et Jacobi à Bienne (été 1974), le discours syndical a un peu changé sous l'impulsion d'Ezio Canonica qui proposait l'idée d'une paix du travail relative. Lors des grèves de la deuxième partie du cycle (1975-1979), les syndicats ont été un peu plus actifs, mais les relations avec les grévistes et leurs soutiens restaient la plupart du temps conflictuelles. On qualifie ces grèves de sauvages parce qu'elles se sont développées hors du contrôle syndical et, globalement, cette image n'est pas à réviser.

Plus largement, quelles nouveautés ton travail introduit-il dans la compréhension des «années 68» en Suisse, et quelles sont les pistes de recherche qu'il permet de dégager?

Je crois que la dimension ouvrière des années 68 en Suisse est assez systématiquement minimisée. Les groupuscules gauchistes sont souvent ridiculisés, dans l'historiographie comme dans les représentations communes: ils auraient cherché, sans succès, à manipuler les mouvements ouvriers. C'est l'image récurrente de l'étudiant distribuant des tracts à l'entrée de l'usine, l'image de deux mondes imperméables. En fait, relayer une lutte, l'accompagner, élargir sa signification politique, cela ne signifie pas forcément la manipuler. Ce n'est pas parce qu'on ne partage pas en totalité une situation qu'on est incapable d'apporter un soutien significatif. Si une piste de recherche devait émerger de mon travail, cela pourrait être une réévaluation du travail des groupuscules dans ce mouvement de contestation ouvrière.

Propos recueillis par Gabriel Sidler

À lire: Frédéric Deshusses, *Grèves et contestations ouvrières en Suisse, 1969-1979, Lausanne et Genève, Éditions d'en bas et Archives contestataires, 2014.*



Affiche en faveur de la grève avec occupation à Matisa (Renens), en 1976.

FRANCE

Une dette publique illégitime

Dans le débat européen, la dette publique a toujours été un enjeu central. Le Traité de Maastricht de 1993 stipule un endettement public inférieur à 60% du PIB. Depuis lors, et avec l'introduction de l'euro, les discussions sur la dette sont un enjeu politique permanent.

La crise financière de 2007 et l'attaque généralisée contre les peuples grec, espagnol et portugais ont remis en question cette notion de dette. L'intervention des autres pays européens et du FMI a porté sur la nécessité de rembourser la dette et les créanciers. Pourtant, dans les cas précédents, il

est concevable de considérer la dette comme illégitime.

UN AUDIT CITOYEN

C'est dans ce contexte qu'une étude intitulée «Que faire de la dette? Un audit de la dette publique de la France» vient d'être publiée par le Collectif pour un Audit citoyen de la dette publique, proche d'Attac et coordonné notamment par Michel Husson et Henri Sterdyniak. Ce rapport est un préambule à la «réalisation d'un audit de la dette publique effectué par les citoyens ou sous contrôle citoyen» afin d'ouvrir un débat démocratique sur sa nature.

Pour contribuer au débat, les auteurs se demandent «d'où vient la dette? A-t-elle été contractée dans l'intérêt général, ou bien au bénéfice de minorités déjà privilégiées? Qui détient ses titres? Peut-on alléger son fardeau autrement qu'en appauvrissant les populations?». Alors que le discours dominant, partagé tant par la droite que la gauche, trace un lien direct entre une croissance excessive des dépenses publiques et la dette publique, l'étude démontre qu'au «total, 59% de l'actuelle dette publique proviennent des cadeaux fiscaux et des taux d'intérêts excessifs».

Les auteurs prennent soin de distinguer les intérêts de la dette du solde primaire (différence entre les dépenses et les recettes). Depuis 1980, le ratio dette publique/PIB augmente régulièrement, alors même que les dépenses ne présentent pas de tendance à la hausse. Ainsi les dépenses de l'État ont passé de 24% du PIB en 1990 à 21% en 2008. De 1978 à 2012, les re-

cettes ont chuté de 5,5 points de PIB, alors que les dépenses ont diminué de 3,5 points.

Les taux d'intérêt excessifs auquel l'État français a dû emprunter sur les marchés, les cadeaux fiscaux accordés depuis la fin des années 1990 et l'évasion fiscale forment les trois piliers de l'illégitimité de la dette publique, soit «une dette contractée par les pouvoirs publics sans respecter l'intérêt général ou au préjudice de l'intérêt général».

QUI DÉTIENT LA DETTE?

Là-aussi l'opacité est organisée par la loi, puisqu'elle interdit explicitement de communiquer l'identité des créanciers-ers. La seule information donnée par l'Agence France Trésor, qui émet les titres sur les détenteurs de la dette, concernent la proportion de non-résident-e (les deux-tiers) possédant la dette. Ainsi le Luxembourg, les îles Caïmans et le Royaume-Uni détiennent le plus de dette française.

Finalement, onze mesures sont proposées pour restructurer la dette, avec pour objectif de se libérer de l'emprise des marchés financiers. Car les auteurs rappellent justement que «ce sont les politiques actuelles, destinées à "rassurer les marchés" dont on sacralise le pouvoir, qui mènent nos sociétés à la catastrophe». Ce qu'ils dénoncent comme un «processus de régression sociale et économique [qui] ne pourra être interrompu que par une remise en cause du pouvoir des marchés financiers et donc une restructuration importante de la dette publique accumulée depuis trente ans à cause de la finance».

Mathieu Gasparini



LE POING Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État français aux relations avec le Parlement, s'est distingué par ses propos stupéfiants sur les grévistes de la SNCF et sur les député-e-s socialistes qui osent émettre quelques critiques à l'égard de la politique de l'actuel gouvernement. Ne comprenant ni le rôle d'un gouvernement de gauche lorsqu'une grève éclate, ni la nécessité d'un débat interne à la majorité, surtout avec un pareil gouvernement, il reçoit notre poing du mois.



LA ROSE Nous adressons notre rose de ce mois aux grévistes de la SNCF qui, dans un contexte extrêmement difficile et face à l'hostilité d'un gouvernement qui devrait s'en montrer solidaire, cherchent à s'opposer aux attaques violentes contre le service public, qui ne visent qu'à achever de le privatiser le moment venu. La séparation entre le réseau et le trafic est une catastrophe, tout le monde en convient; les cheminots, concerné-e-s au premier chef, seront bientôt les seul-e-s à le rappeler.



EUROPE

La destruction du modèle suédois

Le «modèle suédois» est connu pour son haut degré d'égalité et de protection sociale. Cependant, après deux législatures (huit ans) de gouvernement libéral-conservateur, ce modèle est désormais sérieusement affaibli. Tout a commencé lorsque les quatre partis non socialistes ont gagné les élections législatives de septembre 2006 autour du slogan que le travail doit être justement récompensé. Le nom de leur concept – *arbetslinjen* – a d'ailleurs été emprunté au mouvement ouvrier en en transformant complètement le sens. De l'idée qu'il faut que chacun-e puisse travailler s'il le souhaite, on est donc passé au principe selon lequel il faut être «incité», financièrement, à travailler.

NOUVELLE COALITION AU POUVOIR

Avant l'élection, le plus important des partis non socialistes (les conservateurs modérés) s'était renommé «les nouveaux modérés», prétendant défendre le modèle suédois alors même que le parti l'avait systématiquement critiqué par le passé. La première action de la nouvelle coalition gouvernementale a été d'attaquer le mouvement syndical, la pierre angulaire de ce fameux modèle suédois. Le gouvernement a changé les statuts de l'assurance chômage, ce qui a conduit à un doublement des cotisations syndicales (l'assurance chômage étant gérée par les syndicats) et à la baisse la plus importante du nombre de membres des syndicats depuis la Seconde Guerre mondiale. Le taux de syndicalisation est passé de plus de 80% en 2005 à 68% en 2012.

Le mouvement syndical ainsi affaibli a été forcé de se concentrer sur le recrutement de nouveaux membres, alors que le gouvernement lançait une politique d'abaissement du niveau du salaire minimal acceptable (ce qu'en Suède on nomme *reservationslönen*, qui correspond au salaire

minimal qui sera accepté par les travailleuses-eurs à l'embauche). Cette politique a eu pour effet la création d'un marché avec des salaires très faibles dans le secteur des services privés. Un abattement fiscal sur les emplois domestiques (*RUT-avdraget*) a par ailleurs été introduit. Le montant des indemnités en cas de chômage a été réduit, et les subventions pour les programmes de formation destinés aux chômeuses-eurs ont subi des coupes massives.

L'ensemble du système national de sécurité sociale a aussi été directement attaqué, réduisant le niveau des prestations et rendant leur accès plus difficile, notamment dans les domaines de l'assurance maladie, de la perte de gain et des accidents du travail. Le gouvernement a justifié ses politiques en prétendant qu'elles renforceraient les incitations à rechercher un emploi, réduisant de ce fait «l'exclusion», selon ses termes.

RÉFORMES NÉOLIBÉRALES

Le gouvernement a ouvert le marché de l'assurance maladie, de l'école et des services sociaux à des entreprises privées. Sur ce plan la Suède est même devenue un laboratoire des réformes néolibérales, puisqu'une proportion importante de la sécurité sociale, pourtant financée par l'impôt, est aujourd'hui administrée par des entreprises à but lucratif.

Durant ses huit ans au pouvoir, le gouvernement libéral-conservateur a réduit les recettes fiscales de 140 milliards de couronnes suédoises (un peu moins de 19 milliards de francs, ce qui représente environ 10% du total des recettes fiscales actuelles). Celles et ceux qui ont un emploi ont dans le même temps bénéficié de réductions d'impôts pour plus de 82 milliards de couronnes (environ 11 milliards de francs). De plus, l'impôt sur le capital a été supprimé

et l'impôt sur la propriété foncière a été considérablement réduit.

CONSÉQUENCES SOCIALES

Les réductions fiscales ont eu un impact sur l'ensemble du système de sécurité sociale. Le coup a été particulièrement dur pour les malades et pour les personnes sans emploi ou en retraite anticipée. Selon un rapport de l'OCDE paru en 2013, la Suède, qui auparavant était parmi les pays les plus égalitaires du monde, est celui où les inégalités ont le plus augmenté depuis le milieu des années 1990.

Les prochaines élections auront lieu le 14 septembre. Il semble très probable que l'actuel gouvernement devra céder sa place. Il existe aujourd'hui un fort sentiment public contre la présence d'entreprises privées dans le secteur de la sécurité sociale. De plus en plus de personnes s'opposent à de nouvelles réductions d'impôts, qui dégraderaient le niveau de sécurité sociale. Il y a également une méfiance grandissante envers la capacité du gouvernement de régler le problème d'un taux de chômage élevé, particulièrement chez les jeunes.

Malin Klingzell-Brulin

Rédacteur en chef de

Mål & Medel (magazine du syndicat des travailleuses-eurs de l'alimentaire)
(Traduction AC)

EUROPE

Un aperçu de la politique fiscale allemande

À quelques exceptions près, la politique fiscale de ces quinze dernières années s'est résumée à des baisses d'impôts. Presque toujours, ces baisses ont été justifiées par la nécessité de favoriser la croissance et l'emploi. Parfois, on parlait d'allègements pour libérer les capacités de production, parfois de renforcement de la position de l'Allemagne, parfois encore de stimulation conjoncturelle – on utilisait les arguments qui convenaient sur le moment. Au résultat, on observe des baisses massives des taux d'imposition depuis 1998, en particulier au niveau de l'impôt sur le revenu et plus encore de l'imposition du capital et des entreprises. La coalition conservatrice-libérale, contrairement au SPD, s'accroche à cette politique au moyen de sa loi d'accélération de la croissance et l'a réaffirmée avec les promesses du contrat de coalition, qui n'a toujours pas été mis en application. Il est étonnant que les baisses d'im-

pôts aient pu avoir une place tellement importante en politique économique – et que tel soit toujours partiellement le cas –, car économiquement parlant, rien n'indique qu'une telle politique ait un effet réel sur la croissance et l'emploi. À ceci s'ajoute le fait que les expériences concrètes menées en Allemagne ont été particulièrement décevantes.

L'UTILISATION À OUTRANCE DES BAISSSES D'IMPÔTS EST UN ÉCHEC

Comme on pouvait s'y attendre, les expériences concrètes menées en Allemagne se sont soldées par un désenchantement. La «réforme fiscale 2000» misait entièrement sur des baisses fiscales massives, en plusieurs étapes, au niveau de l'impôt sur le revenu et des entreprises, pour stimuler la croissance et l'emploi. Il est significatif que ce soit justement la période des baisses d'impôts importantes qui corresponde à la longue période de stagnation de l'écono-

mie allemande, de 2001 à 2005, alors que la reprise de 2006 et 2007 correspond à une phase d'augmentation significative de la pression fiscale. Manifestement, les diminutions d'impôts n'ont pas eu l'effet espéré sur la croissance. En y regardant de plus près, c'est justement en raison du mécanisme concomitant de la baisse des dépenses [publiques et des baisses fiscales] que l'effet attendu sur la croissance ne s'est pas produit. Vu que le gouvernement fédéral de l'époque était lié par le pacte de croissance et de stabilité, il a entamé, au plus tard en 2003, une politique d'économies drastiques avec réduction des dépenses – comme l'ont également fait les *Länder* et les communes – ce qui a plus que compensé, négativement, les effets éventuellement positifs des baisses fiscales sur la croissance.

DES EFFETS CATASTROPHIQUES POUR LES FINANCES PUBLIQUES...

Les baisses d'impôts n'ont pas seulement manqué leur cible déclarée, soit le renforcement de la croissance et de l'emploi, elles ont également eu des conséquences graves. Avant tout, elles ont affaibli la base du financement de l'État qui était de toute manière déjà affaibli par les mauvaises performances économiques.

Après les baisses d'impôts massives décidées par le gouvernement fédéral rouge-vert, en particulier avec la «réforme fiscale 2000», on a assisté dès 2006 à des mesures de financement compensatoires dans le cadre des efforts de consolidation menés par la grande coalition, en particulier par une augmentation de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Si rien n'avait changé par la suite, les pertes de revenus se seraient stabilisées à environ la moitié de la valeur des pertes induites par les réformes du gouvernement SPD-Verts. Dans le cadre d'un paquet conjoncturel, le gouvernement a toutefois décidé

de nouvelles baisses d'impôts si bien que les rentrées fiscales qui découlaient des mesures prises par la coalition ont déjà été quasiment annihilées. Malgré tout, le gouvernement conservateur qui a pris ses fonctions en 2009 a décidé de diminuer encore les impôts dans le cadre de sa loi d'accélération de la croissance. Dans l'ensemble, les pertes de rentrées fiscales de toutes les entités (communes, *Länder*, État fédéral) en raison de la politique de baisse fiscale depuis 1998 se montent à environ 200 milliards d'euros (2,1% du

...ET LA JUSTICE REDISTRIBUTIVE

L'affaiblissement des rentrées fiscales pour l'État a des conséquences. En raison de la pression à la correction des finances publiques, la politique d'économies drastiques a été mise en place en 2009, plus tard, sans comparaison au niveau international. Le taux de croissance annuel des dépenses totales non financées par l'État n'était en Allemagne que de 1,8% entre 1998 et 2005 (cf. tableau). La même situation vaut pour les taux de croissance réels. Ils ont presque stagné en Allemagne alors que les dépenses augmentaient, malgré un taux de 1,8% dans les 15 anciens membres de l'UE.

Le bilan catastrophique des baisses d'impôts est aggravé par le fait que les dépenses ont accentué la tendance négative, au niveau de la redistribution des revenus au patrimoine. Les entreprises et les ménages riches profitent de manière disproportionnée des baisses d'impôts. Les hausses fiscales décidées dans l'intervalle – en particulier l'augmentation de la Taxe sur le revenu de 2007 – touchent au contraire en première ligne les personnes à revenus faibles et moyennement élevés. Cette politique a précipité le financement de l'État dans un cercle vicieux: les coupes budgétaires dans prestations ét

Taux de croissance annuel moyen des dépenses totales de l'État de 1998 à 2010 en comparaison internationale, en pourcent

	nominal	réel ¹		nominal	réel
UE – 27	4,0	1,5	Espagne	6,6	3,7
UE – 15	3,8	1,8	Grande-Bretagne	6,5	4,5
Zone euro – 17	3,7	1,7	USA	6,3	3,8
Zone euro – 12	3,7	1,7	Norvège	6,2	4,1
Roumanie	25,9	7,5	Portugal	5,7	3,2
Irlande	11,8	9,1	Rép. Tchèque	5,6	3,1
Lettonie	10,8	5,7	Pays-Bas	5,0	2,8
Islande	10,1	4,3	Malte	4,9	2,4
Estonie	9,4	5,1	Belgique	4,1	2,0
Bulgarie	9,6	3,4	Finlande	4,0	2,2
Chypre	8,5	5,8	France	3,8	2,0
Slovénie	8,2	3,3	Danemark	3,7	1,6
Hongrie	7,9	1,5	Italie	3,2	1,0
Pologne	7,7	3,8	Suède	3,2	1,4
Luxembourg	7,6	4,8	Autriche	3,2	1,4
Slovaquie	7,0	1,7	Suisse	2,3	-
Grèce	6,7	3,3	Allemagne	1,8	0,2
Lituanie	6,6	3,8	Japon	-0,5	-0,2

1 Pondéré avec l'inflation selon l'indice (harmonisé) des prix à la consommation.
Source: Commission européenne (2011), calculs de l'auteur de l'article.

impôts, supplément des grande isiment le gou- libéral en 2009 core les sa «loi sance». rtes de tes les der et e la po- menée t cette iron 51 u PIB).

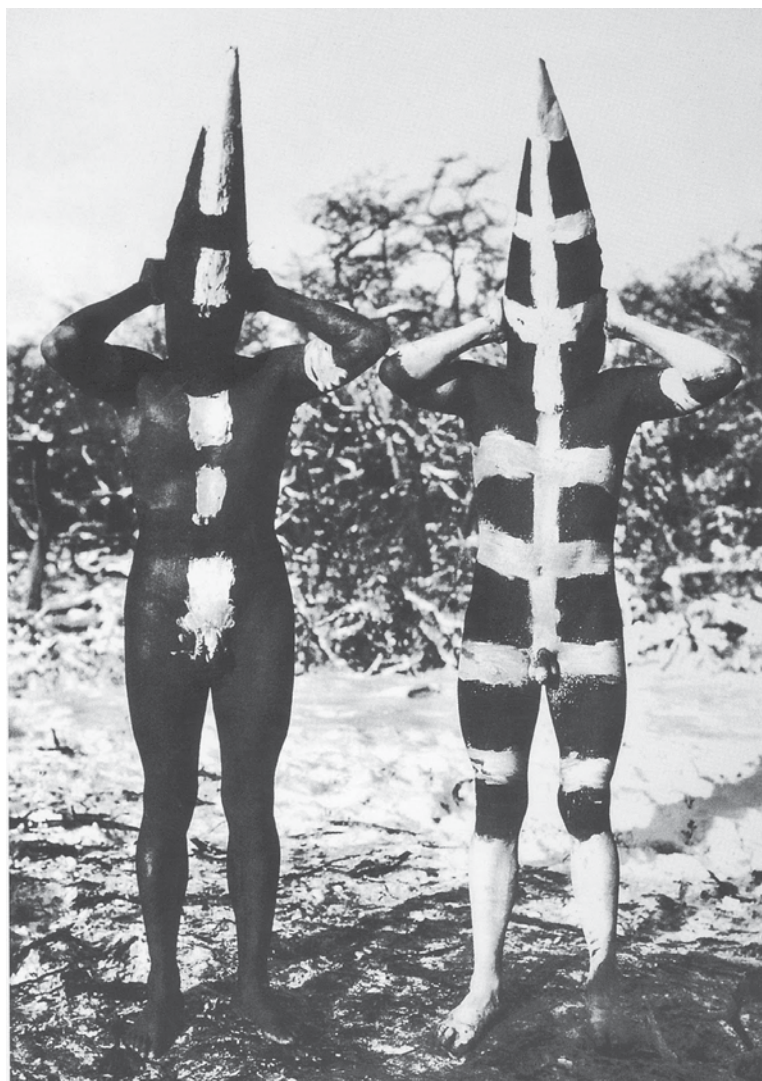
TIVE s ren- at n'est En rai- solida- es, une astique 2003 au ison au e taux moyen minales emagne et 2010. chose e crois- que sta- s qu'ils out, de s États

que des encore qu'elles ce, déjà a redis- et du ises et rofitent portion- ts. Les es dans ticulier VA en ntraire rsonnes oyens. pité le ans un es opé- atiques

ainsi que le démantèlement social, de même que le sentiment d'une mauvaise répartition des charges, provoquent de nouvelles baisses d'impôts qui à leur tour résultent en de nouvelles coupes et en de nouvelles inégalités. Une réorientation de la politique fiscale doit mettre un terme à ce cercle vicieux.

Achim Truger
(traduction AT)

L'auteur: Achim Truger est un expert fiscal connu en Allemagne pour ses positions progressistes. Il est Professeur d'économie publique à la Haute Ecole d'économie et de droit (*Hochschule für Wirtschaft und Recht*) à Berlin. L'article que nous publions a paru dans le *Zeitschrift für sozialistische Politik und Wirtschaft (spw)*, cahier 5/2011 (www.spw.de). Nous remercions la rédaction de SPW d'en avoir aimablement autorisé la reproduction. La version intégrale de l'article est disponible sur notre site Internet.



Qui se souvient encore de l'IUED à l'IHEID?

AFRIQUE

Rétro-développement

Sous le titre d'un «Un autre développement pour l'Afrique», l'Institut de hautes études internationales et du développement recevait un développeur, en la personne de Jean-Michel Severino. Ancien directeur général de l'Agence française de développement (AFD) de 2001 à 2010, il est désormais Directeur d'une société de capital-risque, Investisseurs et Partenaires. L'objectif de cette société est de «contribuer à l'émergence d'un secteur privé pérenne et responsable en Afrique» à travers «l'*impact investment*». Les investisseurs sont des banques ou des fonds financiers.

Pour la nouveauté, on repassera. On remarquera au pas-

sage la récupération du terme «autre» au profit de l'orthodoxie alors que le financement de projets ou d'entreprises privées est au cœur des politiques de développement depuis 50 ans. La politique de croissance économique promue est celle-là même qui creuse les inégalités entre riches et pauvres et détruit l'environnement. Tout cela concourt à l'image de l'Afrique comme nouvelle frontière du capitalisme et de la croissance.

À ce titre, on ne peut que regretter que l'IHEID, qui est la fusion de l'Institut de hautes études internationales (HEI) avec l'ancien Institut d'études du développement (IUED), promeuve ce genre d'évène-

ment. L'autre développement était celui que l'IUED discutait à travers les idées et les projets et non pas avec du capital-risque. L'autre développement de Severino c'est l'ancien développement dont Gilbert Rist avait détaillé les contours: «le «développement» est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence qui, pour assurer la reproduction sociale, obligent à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel et les rapports sociaux en vue d'une production croissante de marchandises (biens et services) destinées, à travers l'échange, à la demande solvable».

Mathieu Gasparini

LECTURES SOCIALISTES

Bakounine, *Dieu et l'État*

À lire: Michel Bakounine, *Dieu et l'État* [1871], Paris, Mille et une nuits, 2000.



Ce manuscrit de Bakounine (1814–1876), fragment inachevé d'une lettre ou d'un rapport, est un vrai appel à redescendre sur terre, teinté d'envolées lyriques qui ne peuvent laisser indifférent. Dans cet écrit, il s'agit en effet de ne pas se laisser entraîner dans les méandres de l'idéalisme, qui fait de l'abstraction son échafaud, pour revenir à l'être humain, dans une tradition plus que claire du matérialisme. Car voir en le divin ce qui est beau, c'est également dénigrer l'humanité. Il ne s'agit toutefois pas de nier Dieu en tant qu'idée nécessaire dans le développement

de l'humanité, mais d'en comprendre les conditionnements de son apparition. À cela, Bakounine y voit une réponse, c'est le mécontentement du cœur qui a nécessité la création d'un Dieu. Cependant, il propose à cela un tout autre remède, celui de la Révolution sociale. Car ce sont les êtres humains qui font la vie, et ceux-ci sont, selon l'auteur, dotés de «deux facultés précieuses: la faculté de penser et le besoin de se révolter». Ainsi, c'est contre toute forme d'autorité extérieure que Bakounine en appelle à s'opposer, plus spécialement contre les deux institutions, Dieu et l'État, qui soumettent les individus à l'esclavage, car «si Dieu est, l'homme est esclave; or

l'homme peut, doit être libre; donc Dieu n'existe pas. Je défie qui que ce soit de sortir de ce cercle. Et maintenant qu'on choisisse». Puis s'il en appelle à la science, c'est pour mieux se dresser contre l'autorité du savant. Il n'y a donc aucune loi fixe et imposée de l'extérieur autre que celles que les individus ont choisi pour eux, et c'est en cela que l'émancipation réside.

Émilie Martini

LECTURES SOCIALISTES

Paul Lafargue, *Le droit à la paresse*

«Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste. Cette folie traîne à sa suite des misères individuelles et sociales qui, depuis deux siècles, torturent la triste humanité. Cette folie est l'amour du travail, la passion moribonde du travail, poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progéniture.»

Les premières lignes du *Droit à la paresse* de Paul Lafargue (1842–1911) donnent le ton, vigoureux, qui parcourt son célèbre pamphlet. Mêlant allégrement mythe de l'âge d'or et utopie, analyse économique et ironie féroce, Lafargue fait feu de tout bois dans sa défense de la paresse, des Grecs aux Polynésien-ne-s et de Cicéron à Jéhovah (même ce «dieu barbu et rébarbatif, [...] après six jours de travail, [...] se repose pour l'éternité»). Il y dénonce la servitude volontaire des prolétaires qui réclament un droit au travail – «des esclaves seuls

eussent été capables d'une telle bassesse» – ou qui croient à ces droits de l'homme «concoctés par les avocats métaphysiciens de la révolution bourgeoise»: l'abondance est là, et avec une meilleure organisation de la production et de la consommation, trois heures de travail quotidien suffiraient, permettant ainsi à tou-te-s de «fainéanter et bombancer le reste de la journée et de la nuit»!

Si l'éloge des plaisirs de la vie tient une bonne place dans son argumentaire, Lafargue, qui avait par ailleurs épousé la fille de Marx, n'en néglige pas pour autant d'expliquer de manière précise les conséquences de la surproduction déterminée par la logique économique du capitalisme: la recherche de débouchés commerciaux conduit à une politique impérialiste, et contribue par là à l'exportation du mode de vie occidental et de sa «folie furibonde du travail». De manière prémonitoire, il anticipe également la création d'une société

de consommation («le grand problème de la production capitaliste n'est plus de trouver des producteurs et de décupler leurs forces, mais de découvrir des consommateurs, d'exciter leurs appétits et de leur créer des besoins factices») et décrit ce que nous appellerions maintenant l'obsolescence programmée («notre époque sera appelée *âge de la falsification*»).

Un livre à lire avant la sieste, ou alors au travail, discrètement...

«Ô Paresse, prends pitié de notre longue misère! Ô Paresse, mère des arts et des nobles vertus, sois le baume des angoisses humaines!»

Gabriel Sidler

À lire: Paul Lafargue, *Le droit à la paresse* [1880], Paris, Allia, 1999.





LECTURES SOCIALISTES

Max Weber, *La bourse*

À la fin du XIX^e siècle, un débat fait rage en Allemagne à propos de la régulation des bourses, accusées – déjà – de dérégler l'économie du pays en favorisant la volatilité des prix. Parmi les voix qui demandent une réglementation plus forte, on trouve les *junkers*, ces grands propriétaires terriens particulièrement exposés aux variations des prix agricoles, ainsi que le mouvement ouvrier. Pour dissiper les idées reçues sur la bourse et son fonctionnement, le sociologue Max Weber (1864–1929) expose, dans deux longs articles publiés en 1894 et 1896 dans la *Göttinger Arbeiterbibliothek*, les principes qui la régissent et son rôle dans une économie capitaliste. Son objectif est donc avant tout pédagogique, mais il cherche également à montrer que les arguments moralisateurs utilisés dans le débat sont sans fondements. La bourse, pas plus que l'économie capitaliste, n'a vocation à être un club philanthropique, car elle est avant toute chose un *marché*.

Les solutions proposées par Weber aux problèmes qui

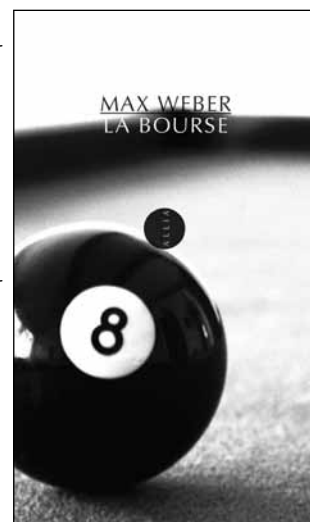
agitent les bourses allemandes à la fin du siècle peuvent paraître étranges. Il demande en effet que l'accès aux salles de marché soit limité aux personnes disposant d'une certaine fortune, qui pourront dès lors constituer un groupe homogène, partageant certaines valeurs et disposé à réguler lui-même ses pratiques. C'est en particulier pour éviter la spéculation des petits porteurs, qui espèrent jouer en bourse comme on le fait au casino, sans compter qu'elle en ruine beaucoup, qu'il demande cette restriction. Le souci de Weber tient aussi à la compétition économique internationale, dans laquelle l'Allemagne n'occupe pas la meilleure place à la fin du siècle. Cette position se dégradera d'ailleurs suite au vote en 1896 d'une loi boursière très restrictive, qui handicamera sérieusement l'économie allemande. Comme il l'écrit lui-même, les capitaux des banques sont avant toute chose «des *moyens de puissance* engagés dans [un] combat économique».

Par-delà les solutions préconisées par Max Weber, qu'on ne

peut situer dans une tradition socialiste de laquelle il ne s'est d'ailleurs jamais revendiqué, ses deux articles sur la bourse sont des modèles d'explication limpide du fonctionnement des institutions économiques et financières. Il indique dès les premières lignes de son texte qu'il s'adresse à des personnes qui ne connaissent strictement rien au sujet, et fait tout au long de son raisonnement des efforts très remarquables pour rendre son propos aussi clair que possible. Pour Weber, la connaissance de la réalité sociale est nécessaire si l'on veut la transformer, comme souhaite le faire le mouvement ouvrier. Il précise toutefois que «rien ne met autant en danger un mouvement ouvrier [...] que des objectifs irréalisables et qui ont été établis dans la totale ignorance de l'état des choses». La connaissance est ainsi un préalable à toute action politique.

Antoine Chollet

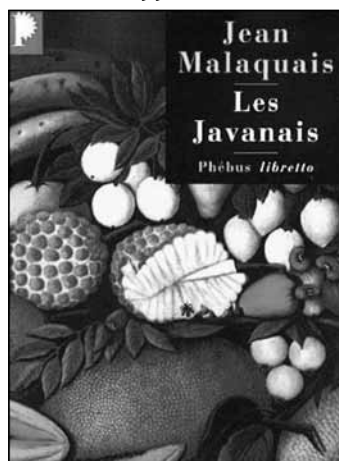
À lire: Max Weber, *La bourse* [1894-1896], Paris, Allia, 2010.



LECTURES SOCIALISTES

Jean Malaquais, *Les Javanais*

À lire: Jean Malaquais, *Les Javanais* [1939], Paris, Phébus, 1998.



Ça trime, ça boit, ça couche, ça se bat avec la police, et surtout ça cause dans toutes les langues de l'Europe autour d'une mine d'argent misérable du fond de la Provence. Le premier roman de Jean Malaquais (1908–1998) paru en 1939 (un des quatre qu'il écrira, et qui lui vaudra le prix Renaudot 1939, contre Sartre!) fait un usage inédit de la langue française, utilisant l'argot, multipliant les voix et les points de vue. Pourtant, émi-

gré Juif Polonais (Vladimir Malacki), Malaquais ne parle français que depuis une petite dizaine d'années lorsqu'il rédige cet ouvrage. Ce roman, c'est bien sûr sa vie de travailleur immigré, de mineur de fond, de membre d'une classe ouvrière qui ne s'est jamais caractérisée par son unité culturelle ou nationale, bien au contraire.

Malaquais est lui-même un personnage de roman dont il est impossible de résumer la vie ici. Mentionnons simplement son engagement politique profond au sein de la gauche révolutionnaire anti staliniste, fréquentant dans l'après-guerre des gens

comme Maximilien Rubel, Raya Dunayevskaya ou Marc Chirik.

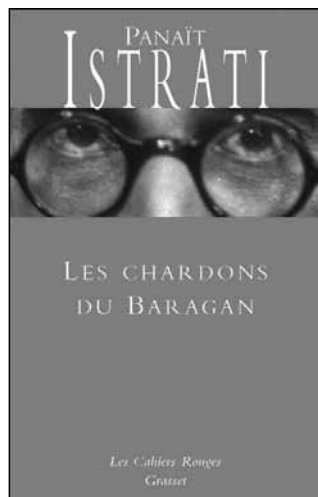
Immédiatement salué par Gide, *Les Javanais* reçoit les louanges de Trotsky qui compare son auteur à Villon ou Céline. La ressemblance avec le *Voyage au bout de la nuit* est d'ailleurs frappante, mais à l'inverse de Céline qui s'enferme dans un désespoir qui le mènera au fascisme, Malaquais multiplie les situations, raconte la solidarité, explore le bonheur. La formule est galvaudée, mais pour une fois je l'emploie sans honte: c'est un très grand roman, injustement méconnu.

Romain Felli

LECTURES SOCIALISTES

Panaït Istrati, *Les chardons du Baragan*

À lire: Panaït Istrati, *Les chardons du Baragan* [1928], Paris, Grasset, 2003.



Panaït Istrati (1884-1935), vagabond et écrivain roumain de langue française, a toujours été un révolté. Un temps compagnon de route du Parti communiste, un voyage en URSS lui fera rapidement perdre ses espoirs en la «patrie des travailleurs», ce qu'il dira publiquement dans *Vers l'autre flamme* et qui lui vaudra de subir les calomnies stalinienne pour le reste de sa vie, lui qui se définissait comme «l'homme qui n'adhère à rien».

Dans son roman *Les chardons du Baragan*, Istrati raconte avec lyrisme les expériences d'un adolescent pauvre dans la Roumanie du début du XX^e siècle: emporté vers les routes de l'aventure par le même vent fou d'automne qui fait voler les chardons sur les plaines désertiques du Baragan, le jeune Mataké y découvrira la misère d'une paysannerie sous le joug féodal. Mais si la résignation à une vie faite de privations et de soumission semble généralement y dominer, la possibilité de la rébellion est toujours présente, et le roman se termine sur des scènes de jacqueries, de pillage et de châteaux en feu,

dans le contexte de la grande révolte paysanne de 1907.

La description pleine d'affection et d'humanité que donne Panaït Istrati de la condition rurale en Roumanie, sans gommer ses aspects moins reluisants (alcoolisme et conditions des femmes notamment), lui évite de sombrer dans le misérabilisme. Son roman réussit ainsi à être intensément politique mais jamais bêtement partisan, ses personnages étant bien plus complexes que les caricatures qu'aurait exigé un «roman à thèse» destiné à l'édification des masses.

Gabriel Sidler

LECTURES SOCIALISTES

Georg Lukács, *Histoire et conscience de classe*

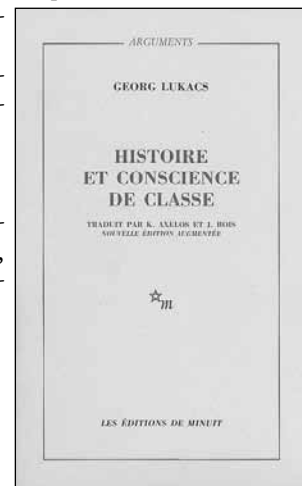
Histoire et conscience de classe, de Georg Lukács (1885-1971) propose un retour à Marx, ou plutôt à une forme de marxisme qui se veut en opposition au courant orthodoxe, notamment par une analyse qui redonne toute sa place à Hegel. Pour cela, il sera accusé de révisionnisme et l'ouvrage condamné à quelques années d'oubli. Celui-ci, composé d'une série d'articles et de conférences, permet de mettre en lumière plusieurs points fondamentaux. Toutefois, celui qui apparaît certainement comme le plus important de son ouvrage réside dans la notion de réification. En effet, celle-ci a non seulement constitué une catégorie extrêmement féconde dans la poursuite des débats sur le capitalisme, mais bien plus, elle a permis d'appréhender la forme qu'ont prises les relations interhumaines

au sein du système capitaliste. Poursuivant l'analyse de Marx sur le fétichisme de la marchandise, et celle de Weber sur la rationalisation, elle permet de mettre en lumière le fait que, non seulement les phénomènes à l'œuvre dans le capitalisme recouvrent la totalité de la société, mais que la forme de l'échange marchand, qui conduit, par un processus d'abstraction, à voir dans les relations des rapports entre choses, quantifiables et mesurables, s'applique désormais à toutes les catégories de l'existence. À ce titre, le constat opéré par Lukács sur le journalisme apparaît comme tout à fait édifiant et cela encore aujourd'hui: «l'absence de conviction» des journalistes, la prostitution de leurs expériences et de leurs convictions personnelles ne peut se comprendre que comme le point

culminant de la réification capitaliste». Penser cela, c'est également, pour Lukács, penser la possibilité d'en sortir, et c'est la prise de conscience du prolétariat sur sa situation qui, selon lui, permettra l'effondrement du capitalisme, et l'instauration d'une société sans classes. Si aujourd'hui il n'est plus possible de penser l'émancipation à travers un sujet historique qui serait le prolétariat, l'ouvrage permet de penser la possibilité effective de prendre conscience d'une situation dans laquelle, de plus en plus, le processus de réification s'étend à tous les domaines de la vie, et de se réapproprié une réalité qui nous a été enlevée.

Émilie Martini

À lire: Georg Lukács, *Histoire et conscience de classe* [1923], Paris, Minuit, 1960.





LECTURES SOCIALISTES

L'homme qui aimait les chiens

Leonardo Padura, né en 1955, est un écrivain et journaliste cubain qui vit à La Havane. Il est l'auteur d'essais, de scénarios, de romans et de romans policiers noirs dont le héros est le lieutenant Mario Conde, traduits en plusieurs langues.

Son roman *L'homme qui aimait les chiens*, paru en espagnol en 2009, tient à la fois du roman policier et du roman noir. Il raconte la vie de trois personnages, deux historiques: Léon Trotsky, à partir de son exil en 1929, et Ramón Mercader, son assassin, jeune militant communiste catalan, recruté par le GPU (ancêtre du KGB) pendant la guerre d'Espagne et formaté pour devenir une machine à tuer, jusqu'à leur rencontre au Mexique qui finit par l'assassinat de Trotsky le 21 août 1940.

Le troisième personnage, Iván Cárdenas Maturell, le narrateur, est imaginé par Padura. C'est un écrivain cubain, marginalisé par la censure, une de ses nouvelles ayant été déclarée «contre-révolutionnaire». Iván, en 1977, rencontre sur une plage un personnage étrange, Jaime Gómez, accompagné de deux lévriers borzois. Une conversation s'engage sur les chiens, et Gómez commence à lui raconter l'histoire de Mercader. On finit par comprendre que «Gómez» est en fait Mercader.

Bien que ce soit un roman, tous les faits, minutieusement recherchés, sont réels; les personnages, à part le narrateur, sont également réels. Nous rencontrons ainsi Nahum Eitingon (Kotov), haut gradé du GPU, chargé de «l'entraînement» de Mercader. En 1951, Eitingon fut arrêté, victime du délire antisémite de Staline. Relâché à la mort de Staline en 1953, il fut de nouveau arrêté après la chute de Beria et passa encore onze ans en prison, et fut libéré après la chute de Khrouchtchev en 1964. Il travailla ensuite comme traducteur jusqu'à sa mort en 1981.

Mercader, après avoir passé vingt ans dans une prison mexi-

caine, fut exfiltré à Cuba en 1960 et, de là, à Moscou, où il fut décoré par Brejnev de l'ordre du Héros de l'URSS, dans une cérémonie discrète (entre temps Khrouchtchev avait dénoncé les crimes de Staline). Il vécut à Moscou jusqu'en 1977. Atteint d'un cancer, il fut autorisé à s'établir à La Havane, où il mourut en 1978.

Padura imagine une rencontre en 1968, à Moscou, entre Eitingon et Mercader. Leur conversation, entre l'assassin qui sort de vingt ans de prison, et son entraîneur, qui sort de treize ans de goulag, est le moment le plus dramatique du livre. Eitingon explique à Mercader ce qu'était le stalinisme, et que leurs sacrifices étaient vains.

Le fait le plus remarquable est cependant que ce livre ait pu paraître à Cuba, même dans une édition restreinte à

quelques milliers d'exemplaires (c'est à Barcelone, chez Tusquets, que le gros de l'édition espagnole a paru). Il y a encore quelques années, cela eut été impensable.

Qui sait, peut-être le moment approche où Padura, ou un autre, pourront écrire un roman sur l'histoire du stalinisme cubain, l'assassinat de Julio Antonio Mella, la vérité sur la mort de Camillo Cienfuegos, la mainmise communiste sur les syndicats, l'élimination des militants du M26 anti-staliniens, des anarchistes et des trotskystes, et le procès du général Ochoa, grotesque réplique des procès de Moscou.

Dan Gallin

À lire: Leonardo Padura: *L'homme qui aimait les chiens*, Paris, Métailié, 2011.



LECTURES SOCIALISTES

Edgar Hilsenrath, Orgasme à Moscou

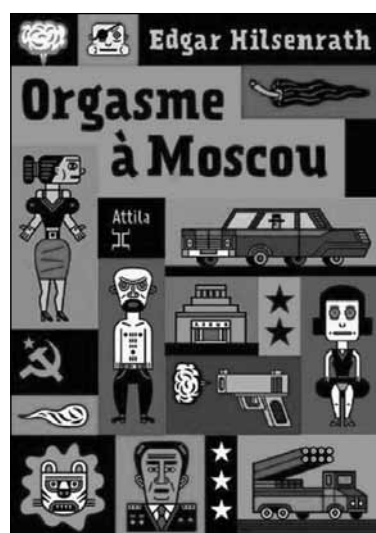
À lire: Edgar Hilsenrath, *Orgasme à Moscou* [1979] Paris, Attila, 2013.

Faire un compte-rendu de ce livre n'est pas évident. Non que je ne l'aie pas aimé, mais simplement parce que je ne sais pas comment en parler. La tâche revient à tenter de résumer Alice

au pays des merveilles. Disons plutôt que sa lecture est très plaisante et que l'on rit. Hilsenrath le déjanté aurait écrit ce texte pour Preminger qui lui aurait demandé un scénario après la lecture de son livre précédent, *Le nazi et le barbier*. Le texte se lit vite, on y croise plein de personnages connus et moins connus

des années 1970, pendant la guerre froide. Et on y parle de sexe. Dans un entretien donné pour l'édition française de *Fuck America*, Hilsenrath rapporte n'avoir eu aucun humour dans sa jeunesse, ce qui caractérise selon lui le roman allemand et explique sa difficile exportation. Ayant acquis le sens de l'humour sur le tard, il nous en livre de belles tranches dans ces romans, avançant que c'est ce qui l'a beaucoup aidé après des expériences de vie difficiles. Né à Leipzig en 1926 dans une famille juive, il a dû faire le tour de l'Europe, puis la fuir, avant de finalement revenir s'installer en Allemagne, où il réside depuis 1975. Selon lui, c'est cet humour qui fait qu'il n'est pas vraiment un auteur allemand, seulement germanophone...

Stéphanie Pache



LECTURES SOCIALISTES

Jorge Semprún, *Autobiographie de Federico Sánchez*

À lire: Jorge Semprún, *Autobiographie de Federico Sánchez*, Paris, Éditions du Seuil, 1978.



Federico Sánchez est le nom d'emprunt de Jorge Semprún (1923-2011) lors de ses années d'activités clandestines à Madrid en tant que cadre du Parti communiste espagnol (PCE). Paru en 1977, peu de temps après la mort de Franco, et rédigé en espagnol, ce texte est d'abord une entreprise de justification. Semprún a été exclu du PCE au milieu des années 1960, pour «révisionnisme» et «capitularisme» après avoir vécu plus de dix ans dans la clandestinité en Espagne. Son texte est une charge violente contre le stalinisme, contre le culte de la personnalité et de la toute-puissance du secrétaire général du parti espagnol dont nul

ne pouvait contester l'autorité, contre une ligne d'action déconnectée de la réalité.

Toutefois, Semprún ne renie pas le marxisme, ni la nécessité de l'engagement collectif et il consacre de magnifiques pages à l'amitié et la solidarité qui le relie à ses camarades de ces années d'engagements contre une dictature qui n'était pas d'opérette. La torture et les exécutions sommaires restaient courantes en Espagne jusqu'à la mort de Franco. Ce qu'il rejette, c'est la religiosité de l'engagement attendu des militant·e·s communistes, la vision hégélienne et totalisante de l'histoire, et le cynisme des procès stalinien qui ont coûté la vie à Joseph Frank, camarade tchèque, déporté comme Semprún à Buchenwald, militant fidèle et pendu pour faits de col-

laboration avec la Gestapo qui étaient entièrement faux.

La rigueur intellectuelle et le refus d'adapter les faits pour les faire cadrer à la théorie conduisent à la rupture avec le PCE, et Semprún évoluera ultérieurement vers une posture pro-européenne parfois un peu béate. On préférera conserver cette définition que l'auteur donne de son engagement: «la politique comme destin individuel, c'est-à-dire comme horizon qui n'a nul besoin d'être celui de la victoire et de la prise de pouvoir, perspectives toujours secondaires ou dérivées, mais comme une façon de s'exprimer et de se réaliser, fût-ce même par la mort librement contemplée. La liberté, précisément, comme facteur décisif de tout engagement politique et existentiel».

Arnaud Thiéry

LECTURES SOCIALISTES

Aimé Césaire, *Et les chiens se taisaient*

Outre ses essais, dont le percutant *Discours sur le colonialisme* (1950), Césaire a une œuvre littéraire complète. Ainsi, *Et les chiens se taisaient* publié la première fois en 1958 est une des quatre pièces de théâtre écrites par Aimé Césaire, avec *La Tragédie du roi Christophe* (1963), *Une saison au Congo* (1966) et *Une Tempête* (1969).

L'œuvre théâtrale de Césaire est marquée par son style très poétique. La maîtrise et l'amour de la langue française par Césaire sont simplement magistraux. Cette maîtrise faisait partie pour lui d'un combat politique dans le sens qu'il retournait aussi une des armes du colonisateur, soit la langue, contre celui-ci.

Né en 1913 en Martinique (et décédé en 2008), Césaire

poursuit ensuite ses études à Paris, où il rencontre Léopold Sédar Senghor et fonde avec lui la revue *L'Étudiant noir*. Ils y développent le concept de «négritude».

Rentré au pays (raconté dans *Cahier d'un retour au pays natal*, 1939) juste avant la Seconde Guerre mondiale, Césaire entame en parallèle de sa carrière d'homme de lettre, une carrière politique. Il sera maire de Fort-de-France et député de la Martinique pendant plus de cinquante ans.

Et les chiens se taisaient, raconte la vie et la mort d'un rebelle, d'un esclave qui tue son maître et essaye d'entraîner d'autres dans sa révolte. Dans sa révolte, il réclame l'humanité que l'homme blanc, le colon, l'administrateur lui refuse:

«Ah nous sommes seuls. Et quel fardeau ! Porter à soi seul le fardeau de la civilisation!».

À la fin, à sa fin, le rebelle confronté à sa mort dira à ses geôliers: «Frappe... frappe commandeur... frappe jusqu'au sang... il est né du sillon une race sans gémissements... frappe et lasso-toi». Sa lutte et son sang versé fertiliseront la révolution future, la réappropriation de leur histoire par les anciens esclaves et présageront de la fin du colonialisme. Cette pièce contient donc tous les éléments que Césaire aime mettre en avant: le sacrifice, le devenir et la liberté.

Mathieu Gasparini

À lire: Aimé Césaire, *Et les chiens se taisaient* [1958], Paris, Présence africaine, 1997.





LECTURES SOCIALISTES

Max Frisch, *Monsieur Bonhomme et les incendiaires*

Max Frisch (1911–1991) considérait que l'engagement et le soutien à l'action politique étaient la mission de l'intellectuel·le. Pour paraphraser le titre de l'admirable film de Matthias von Gunten, Max Frisch était un citoyen, au sens politique du terme, ce qui se reflète au travers de ses textes littéraires, discours ou autres prises de positions publiques.

Biedermann und die Brandstifter (*Monsieur Bonhomme et les incendiaires*) est joué pour la première fois en 1958 sur la scène du *Schauspielhaus* à Zurich. Inspiré des théories brechtiennes par les effets de distanciation qu'il utilise et la critique de la société bourgeoise, il s'en distancie pourtant par sa tonalité légèrement absurde, son rejet de toutes formes de dogmatisme (de droite comme de gauche) et sa volon-

té – indiquée par son sous-titre «Pièce didactique sans doctrine» (*Ein Lehrstück ohne Lehre*) – de ne pas donner de leçon à la spectatrice et au spectateur.

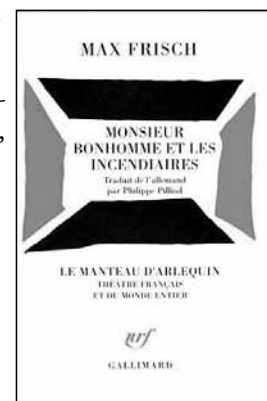
Frisch nous montre ainsi les derniers moments d'un petit industriel aux affaires prospères, Théodore (*Gottlieb*) Bonhomme, repu de sa tranquille vie bourgeoise. Alors que sa ville est ravagée par des incendies criminels, il héberge un puis deux repris de justice qui se préparent ostensiblement, dans son grenier, à y mettre le feu. Il remplit ainsi les bons offices du bourgeois accueillant qui, par crainte de donner de lui une image d'intolérance, accepte toutes les compromissions avec ses dangereux hôtes. M. Bonhomme, totalement aveuglé par ses réflexes de peur et de passivité, fournira les

allumettes aux incendiaires qui anéantiront sa maison et probablement le reste de la ville...

Si cette pièce autorise différentes lectures, à commencer par la montée du fascisme en Europe dans les années 1930 et la signature des accords de Munich, l'absence de tout contexte historique encourage à une interprétation plus universelle. Il est donc permis d'y reconnaître une dénonciation d'une société qui s'enlise avec complaisance dans le conformisme, la crédulité aveugle et la passivité vis-à-vis de ce qu'il se passe ailleurs et qui se retrouve ainsi en proie à des angoisses menant à un repli sur soi et au désengagement citoyen. Il n'y a pas de pire danger pour la démocratie.

Cora Antonioli

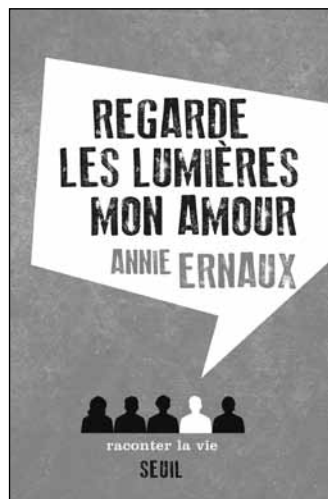
À lire: Max Frisch, *Monsieur Bonhomme et les incendiaires*. Pièce didactique sans doctrine, Paris, Gallimard, 1961.



LECTURES SOCIALISTES

Annie Ernaux, *Regarde les lumières mon amour*

À lire: Annie Ernaux, *Regarde les lumières mon amour*, Paris, Seuil, 2014.



La quatrième de couverture nous fait part d'emblée du projet de ce petit livre d'Annie Ernaux, publié dans la collection «Raconter la vie»: «voir pour écrire, c'est voir autrement», écrit-elle. Ce qui est vu, et écrit, dans ces quelques pages, c'est l'hypermarché Auchan de Cergy, en région parisienne. Ernaux fait le constat que, malgré la quotidienneté que représentent les supermarchés, ceux-ci ne sont que peu présents dans les discours médiatiques, culturels ou politiques. Elle souhaite ainsi rendre compte de cette pratique qui concerne le très grand nombre. Son texte cherche – et

réussit – à montrer comment cet espace joue un rôle dans les vies de celles et ceux qui le fréquentent, et probablement dans celles des autres aussi.

On voit ainsi comment se jouent les différences sociales dans les pratiques d'achat, dans le traitement réservé aux client·e·s selon leur revenu; comme toutes les pratiques de supermarché sont toujours et déjà socialement conditionnées, tout en mettant en exergue le fait que ce lieu permet justement à des milieux et des individus très différents de se croiser, et que ce partage est néanmoins producteur de normes plus ou moins rigides et durement exprimées par les personnes ou la direction de l'hypermarché.

Principalement constitué de notes d'observation, le livre d'Ernaux comprend éga-

lement des commentaires critiques, mais sert aussi, plus simplement, à se rappeler de ne pas exclure les lieux selon un partage fonctionnel – travail, commerces, maison – et surtout à ne pas oublier que l'hypermarché n'est pas que l'entreprise privée qui le crée et l'organise, mais aussi un lieu de vie, qui peut être objet de récits, d'étude, et d'art. Profitons de l'occasion pour mentionner également une autre mise en scène de l'hypermarché, et de toute la zone industrielle commerciale qui l'entoure, le film *Le grand soir* de Gustave Kervern et Benoît Delépine, mettant en scène Benoît Poelvoorde et Albert Dupontel dans une comédie acerbe sur ces lieux et les conditions de travail qui y sont en vigueur.

Stéphanie Pache

FILMS SOCIALISTES

Coriolanus

Coriolan est la plus grande tragédie politique de Shakespeare (DATES), et sans doute l'une des plus grandes de tous les temps. La brillante adaptation réalisée par Ralph Fiennes en 2010, dans un contexte contemporain bien qu'il ait conservé le texte d'origine tout en le raccourcissant, montre une fois de plus l'exceptionnelle actualité des pièces de Shakespeare.

À voir:
Coriolanus
(réal. Ralph
Fiennes, GB,
2011, 123').

La scène se passe à Rome, sous la république. Caius Martius Coriolanus, général plusieurs fois victorieux, assoiffé de gloire militaire et méfiant

envers le peuple, doit repousser les assauts d'une cité voisine. Ses faits d'armes le désignent auprès des Sénateurs pour devenir Consul. Cependant, comme le veut la coutume romaine, il doit à cette fin obtenir l'assentiment du peuple, c'est-à-dire celui des tribuns d'une plèbe qu'il méprise. Il échouera, sera exilé de Rome, trahira cette dernière pour être finalement tué par les hommes de l'armée ennemie qu'il a rejointe.

Coriolan est la pièce du pouvoir divisé, c'est d'un même souffle un contre-Hobbes et

un contre-Rousseau, les théoriciens du pouvoir unique. Comment assurer le pouvoir du Sénat tout en sachant qu'il repose sur le peuple, qui lui-même est hésitant, versatile et, comme le dit Coriolan au début de la pièce, composé de «fragments» sans principes ni courage? Le peuple parle-t-il véritablement par la bouche de ses tribuns, ou ceux-ci ne font-ils que le flatter pour mieux s'en servir? Vaut-il mieux craindre le peuple, l'amadouer, ou le conduire pour gouverner une cité?

Ces questions, minutieusement examinées par un dramaturge anglais du XVII^e siècle à partir de l'exemple de la république romaine, sont toujours d'une brûlante actualité aujourd'hui, aussi stupéfiant que cela puisse paraître. Le film de Fiennes le montre admirablement bien. Les systèmes représentatifs sont en effet, analogues en cela à la république romaine, des exemples de pouvoir divisé, où le peuple est constamment invoqué quoiqu'il ne soit jamais véritablement présent, puisqu'on lui dénie en réalité le caractère de sujet politique.

Antoine Chollet



FILMS SOCIALISTES

Louise-Michel

Cette comédie de Kervern et Delépine constitue d'abord une occasion de voir Yolande Moreau, un ravissement toujours immense. Le film bénéficie ensuite d'un scénario *a priori* simple et plutôt jouissif: un groupe d'ouvrières du textile en France décide d'utiliser leurs maigres indemnités de licenciement collectivement pour faire tuer leur patron. L'affaire rebondira plusieurs fois, notamment parce que savoir qui est le responsable de la décision de fermeture de l'usine s'avère plus compliqué que prévu... Comme dans leurs autres films, les deux réalisateurs belges nous livrent encore une fois une belle charge

satirique contre le patronat et l'économie capitaliste contemporaine. Ils le font sans tomber dans un misérabilisme paternaliste, avec jouissance et humour, en donnant toujours les rôles principaux aux personnes qui ne bénéficient pas de ce système, mais en les montrant non dans un défaitisme fataliste, mais bien dans leurs tentatives de luttes, de survie et surtout dans l'action. Cette attention aux ressources de chaque individu à penser, agir, résister, subvertir, et à trouver un sens et un projet de vie, c'est ce qui rend leurs films très intelligents, et même militants.

Stéphanie Pache

À voir: *Louise-Michel* (réal. Benoît Delépine et Gustave Kervern, France, 2008, 94').





FILMS SOCIALISTES

Les groupes Medvedkine

C'est en 1959 qu'est créé dans la banlieue de Besançon le CCPPO, le «Centre culturel populaire de Palente-les-Orchamps». Celui-ci formera ensuite le noyau de celles et ceux qui se nommeront plus tard les «groupes Medvedkine», en hommage au réalisateur soviétique. Ces groupes sont composés d'ouvrières-ers qui décident de faire des films sur leur vie, sur leurs rêves. Ils sont aidés par quelques professionnels, dont Chris Marker, signant la

rencontre entre des militant-e-s voulant faire du cinéma et des cinéastes militants. Bien qu'actifs avant 1968, les groupes Medvedkine vont poursuivre les événements de Mai par une floraison de petits films, tournés pour la plupart à Besançon et Sochaux et donnant directement la parole aux ouvriers, et parfois aussi, mais plus rarement, aux ouvrières (qui ne se gênent pas pour le leur faire remarquer d'ailleurs!).

L'idée qui les anime est simple: c'est que l'émancipation de la classe ouvrière passe aussi par la culture. Elle n'a pas toujours été une évidence, et ne l'est d'ailleurs peut-être plus. À cet égard, le travail des militant-e-s des groupes Medvedkine durant ces années qui encadrent 68 et qui correspondent, en France, à de très nombreuses luttes ouvrières, est en bien des points admirable. Il rappelle notamment que les luttes ne visent pas seulement la satisfaction de revendications particulières, mais qu'elles sont aussi un art de vivre et d'agir ensemble. Que

cela passe par le théâtre, l'écriture, le dessin (que l'on songe à la création d'affiches qui accompagne tous les mouvements) ou, comme ici, le cinéma, ce sont toujours des expériences arrachées à un quotidien qui, sinon, ne nous appartient pas.

C'est pourquoi le droit à la culture n'est pas une vaine revendication. Comme le rappellent les militant-e-s qui apparaissent dans ces films, elle est aussi indispensable que le pain ou le logement!

Antoine Chollet



À voir:

Les groupes Medvedkine,
2 DVD, Éditions Montparnasse,
Iskra, 2006.

FILMS SOCIALISTES

Loach, *The Navigators*

À voir: *The Navigators*
(réal. Ken Loach, GB,
2002, 96').



The Navigators est un film réalisé par Ken Loach en 2002. Ce film vient couronner une décennie très prolifique pour Loach, avec notamment *Riff Raff* (1990), *Land and Freedom* (1995) et *My Name is Joe* (1998). Ken Loach est un réalisateur militant. Ses films racontent aussi bien une histoire que l'histoire. Dans *The Navigators*, Loach conte la privatisation du chemin de fer britannique et dresse un bilan sans concessions des premiers effets du blairisme.

Dans ce film, Loach oppose la solidarité de la classe ouvrière, représentée par quatre ouvriers des chemins de fer et la déstructuration et la concu-

rence amenées par la privatisation. En effet, si ces ouvriers travaillaient hier encore ensemble, après la libéralisation ils travaillent tous pour des entreprises privées concurrentes. Une des scènes les plus drôles de ce film tragi-comique qui montre toute l'absurdité de la privatisation est celle où un des superviseurs doit lire aux ouvriers la communication du *top management* sur la productivité et leurs nouveaux droits. La privatisation a des effets concrets tant sur la santé sociale et physique des ouvrières-ers que sur celle des passagères-ers des trains.

Mathieu Gasparini

ON NOUS A ÉCRIT**Une mystérieuse «lettre de lecteur»**

Certain·e·s d'entre vous auront peut-être reconnu le texte reproduit en page 12 du dernier numéro de *Pages de gauche*. Il s'agissait d'un extrait d'un pamphlet de Bakounine, publié en 1870: «Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Petersbourg». Bakounine, résidant alors à Locarno, y prend la défense du révolutionnaire russe Serge Netchaïef, réfugié en Suisse et dont le pouvoir russe demandait l'extradition. Par-delà les circonstances précises qui ont présidé à sa rédaction, c'est une réflexion tout à fait originale sur le pouvoir suisse, le fédéralisme et la démocratie directe. Afin de commémorer le bicentenaire de la naissance de l'anarchiste russe, c'était bien le moins qu'on pouvait faire que de lui redonner la parole!

La Rédaction



Radium dans les ateliers d'horlogerie

VIE DU JOURNAL**Merci à toutes nos lectrices et à tous nos lecteurs!**

Cette année 2013-2014 de *Pages de gauche* s'achève sur quelques satisfactions pour la rédaction et le comité du journal. L'association éditrice a tenu son assemblée générale le 18 juin, lors de laquelle les membres ont pris connaissance d'une augmentation du nombre d'abonnements. Au-delà de la publication du journal, la rédaction et le comité n'ont pas été inactifs, puisqu'ils ont organisé plusieurs événements, notamment deux débats auxquels nos lectrices·eurs ont bien sûr été conviés. Le premier a eu lieu le 4 novembre à La Chaux-de-Fonds, et portait sur la CCT neuchâteloise dans le domaine de la vente, et le second s'est tenu le 3 avril à l'Université Ouvrière de Genève, et s'est penché sur les réponses à apporter suite au vote du 9 février.

S'agissant des pages du journal lui-même, nous maintenons notre ambition d'en faire un lieu privilégié de débat à gauche. Dans les 11 numéros de l'année, nous avons ainsi sollicité la contribution d'une vingtaine de rédactrices ou rédacteurs externes, sur des sujets très variés. Parallèlement, nous avons réalisé une dizaine d'entretiens, publié les réactions de quelques lectrices·eurs, et ouvert nos pages à plusieurs débats qui ont eu lieu

au sein de la gauche, qu'il s'agisse, par exemple, de la fiscalité des entreprises dans le canton de Vaud ou de l'héritage de Chavez au Venezuela.

Notre site Internet, www.pagesdegauche.ch, a lui aussi été enrichi d'un certain nombre de textes, notamment des versions allongées d'articles parus dans le journal, ce qui permet d'approfondir certains aspects sans les habituelles contraintes de longueur et, plus particulièrement, d'étoffer les références et les suggestions de lectures pour celles et ceux qui seraient intéressés par un sujet.

Au moment de vous remercier, ami·e·s lectrices et lecteurs, il nous faut encore vous rappeler qu'un journal indépendant, sans publicité et ne recevant aucune subvention, ne peut vivre sans l'aide régulière de ses abonné·e·s. C'est la raison pour laquelle ce numéro est accompagné d'un bulletin de versement. Tous les dons, même modestes, nous sont utiles. Nous vous rappelons également, si vous souhaitez entretenir un rapport plus étroit avec le journal et son fonctionnement, qu'il est possible d'adhérer à l'association *Pages de gauche*, et qu'il suffit pour ce faire de nous contacter ou de remplir le formulaire qui se trouve sur notre site Internet.

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi : Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne